



Comment relever le défi de la transition écologique ?

**Conférence-débat de Wojtek Kalinowski, co-auteur de :
*La transition écologique mode d'emploi***

Médiathèque Germaine Tillion le 13 avril 2019

La conférence est ouverte par quelques mots d'accueil chaleureux de Madame Aude Guenu, représentante de la Médiathèque. La Présidente de LEASM, Martine R., présente en quelques mots le conférencier. Wojtek Kalinowski, sociologue, historien et économiste, est actuellement co-directeur de l'Institut Veblen dont le but est de promouvoir la transition écologique en expliquant les enjeux et en proposant des voies pour la transition.

L'exposé de Wojtek Kalinowski précise les grandes lignes des orientations pour une transition écologique, sachant qu'il n'existe pas de mode d'emploi tout prêt, mais des axes qui vont vers une transition. Nous reprenons ici les grandes lignes de l'exposé avant de rendre compte brièvement du débat qui a suivi.

La question clé porte sur les limites de la planète. Les ressources s'épuisent, peut-être pas toujours assez vite quand il s'agit des énergies fossiles polluantes, mais c'est aussi le cas des terres rares dont les technologies de l'information sont fortement consommatrices. Les limites portent également, et surtout, sur la capacité d'absorption de la pollution, le réchauffement climatique en représente l'exemple le plus grave.

Les moyens d'action vers la transition sont de trois ordres : techniques, sociaux, valeurs dont nos modèles de consommation. Il est difficile de trouver une cohérence entre ces trois niveaux d'où l'impression générale que les choses n'évoluent pas, ce qui n'est pas tout à fait vrai, pas assez vite, ce qui n'est pas tout à fait faux.

La prise en compte de l'écologie dans l'économie s'oppose aux bases de l'économie classique. Pour cette dernière, la valeur semble circuler de façon abstraite tandis que dans l'optique de l'écologie il s'agit de cycles concrets de consommation de l'énergie et de l'émission de polluants. Ces cycles ne peuvent être suivis que par des indicateurs spécifiques, ils le sont effectivement, mais ceci met en relief la grande complexité de la question de la transition dont personne, de fait, ne maîtrise l'ensemble du processus. De ce fait, on peut en quelque sorte présenter la transition de mille manières différentes. Regardons la taxe carbone, elle a forcément un impact sur le coût de la vie, mais celui-ci sera très différent si on considère le transport routier ou le chauffage. A court terme, le transport routier est très contraint, notamment par le type d'occupation des sols et la structure de l'urbanisation. En revanche, il est beaucoup plus facile de décarboner le chauffage, la Suède l'a fait par une politique publique très active d'isolation des bâtiments et de mise en œuvre de techniques nouvelles, la France ne l'a pas fait, la Grèce non plus. Il est de ce fait étonnant de constater que pour obtenir 1° de chauffage en Grèce, il faut 4 fois plus d'énergie qu'en Suède ! Il est important de se garder du *Green washing*, qui relève plus de la communication que de

l'écologie. Quant aux espoirs mis dans des modèles telle l'économie circulaire, ils sont limités car le recyclage trouve ses limites, beaucoup de processus de transformation des matières premières sont irréversibles. Seulement 5% des plastics produits sont recyclés, le mieux ne serait-il pas de ne pas les produire ? D'autres exemples peuvent être pris, mais toutes ces techniques ont des limites. De fait, le volet technique est important, il connaît des avancées conséquentes, mais il ne suffira pas.

Sur le plan des politiques sociales, la question a déjà été en partie abordée à travers l'exemple des politiques distinctes entre la Suède et la France sur la question du chauffage, ce qui montre l'interdépendance des volets que nous envisageons ici. Un point est certain c'est la nécessité de financements massifs pour la transition écologique. Pourtant, force est de constater que la tendance générale est à la baisse des financements publics sur les trois dernières décennies. Quant aux financements privés, l'horizon de rentabilité des investissements *écologiques* est à un horizon trop lointain, les fonds privés s'orientent donc vers des projets à la rentabilité de court terme plus assurée. C'est une question de fond, aggravée en Europe par les contraintes de financement imposées aux Etats à la fois à travers la fameuse règle des 3% de déficit public (Maastricht) et des règles de fonctionnement de la Banque centrale européenne qui restreint les capacités d'endettement des Etats et par là les capacités de financement de grands investissements publics orientés vers l'écologie. Il existe donc une vraie question de finance verte qui n'est pas tranchée.

Le dernier volet renvoie aux valeurs, c'est le plus fondamental, mais aussi le plus difficile car les valeurs ne se modifient pas facilement. Pourtant, on observe des prises de conscience, et de nombreuses actions collectives locales qui peuvent donner espoir. Ce qui est certain, c'est qu'une évolution des comportements est indispensable pour faire face aux enjeux écologiques.

Le débat avec la salle a été riche il a fait ressortir plusieurs points, très résumés ici. En premier, la question internationale a été éludée, l'optique prise dans l'exposé étant très européen-centrée. Ce point a été reconnu, mais devant l'ampleur de la question, « l'international » constitue un sujet en soi. Plusieurs questions ou remarques ont souligné les dangers liés au dérèglement climatique : guerre de l'eau, accaparement des terres etc., des propositions ont également émergé, notamment sortir de l'indicateur PIB, éventuellement remplacé ou complété par un indicateur « CO2 » afin de faire du réchauffement climatique une obsession pour les politiques publiques. La question est importante, mais complexe car un indicateur n'induit pas mécaniquement la « bonne » décision. D'autres questions ont porté sur la relocalisation des productions, point important car c'est souvent l'axe des mouvements associatifs, et notamment ceux qui portent des monnaies locales. Toutefois, produire et consommer local n'est certainement pas suffisant pour épuiser la question écologique. L'importance de la notion de justice sociale, liée à la question de l'évolution des comportements a également été soulignée. De fait, la question de l'évolution des valeurs et des modalités de consommation qui sont liées renvoie non seulement aux prises de conscience, mais aussi aux modalités d'interdiction (exemple glyphosate) ou d'incitations (exemple véhicules économes) qui orientent les comportements, ce qui implique le processus qui rend légitime ces décisions, et en fin de compte pose dans nos sociétés la question du fonctionnement démocratique.